

Secrétariat Général pour l'Administration de la Police

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

HÔTEL DE POLICE DE CAYENNE

DÉPLOIEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ

2025M008

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché passé en procédure adaptée
articles L.2123-1, R.2321-1, R. 2123-4 et R.2123-5
du code de la commande publique

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 Objet du marché et lieux d'exécution.....	5
ARTICLE 2. ACTEURS DU MARCHÉ.....	5
2.1 Pouvoir adjudicateur.....	5
2.2 Service gestionnaire.....	5
2.3 Comptable assignataire.....	5
2.4 Maîtrise d'oeuvre.....	5
2.5 Groupement et mandataire.....	5
2.6 Sous traitance.....	5
2.7 Obligations d'information.....	6
ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 4. CLAUSES DE CONFIDENTIALITÉ ET SITES SÉCURISÉS.....	6
ARTICLE 5. PROCÉDURE DE PASSATION ET ALLOTISSEMENT.....	6
ARTICLE 6. DURÉE ET DÉLAIS.....	7
ARTICLE 7. NOTIFICATION, ORDRES DE SERVICE ET ÉTATS D'ACOMPTE.....	7
7.1 Canal unique de notification.....	7
7.2 Ordres de service.....	7
7.3 Avertissement de dépassement de montant.....	7
7.4 Projets de décomptes mensuels.....	7
7.5 Adresse électronique de référence.....	7
7-6 Défaut d'exécution.....	7
ARTICLE 8. CLAUSES FINANCIÈRES.....	8
8.1 Prix.....	8
8.2 Révision des prix.....	8
8.3 Travaux supplémentaires ou modificatifs.....	8
8.4 Retenue de garantie.....	8
8.5 Avance.....	8
8.6 Déroulement des paiements.....	8
ARTICLE 9. FACTURATION, ACOMPTES ET DÉCOMPTE GÉNÉRAL.....	9
9.1 Canal unique de transmission.....	9
9.2 Acomptes mensuels avec maîtrise d'œuvre.....	9
9.3 Acomptes mensuels sans maîtrise d'œuvre.....	9
9.4 Décompte final et décompte général.....	9
9.5 Paiement des co-traitants et sous-traitants.....	9
9.6 Intérêts moratoires.....	9
9.7 Taxe sur la valeur ajoutée.....	9
9.8 Cession ou nantissement.....	9
ARTICLE 10. CONDITIONS DE RÉALISATION DES OUVRAGES.....	9
10.1. Assurances.....	9
10.1.1. Assurance du maître d'ouvrage.....	9
10.1.2. Assurances du titulaire.....	10
10.1.3. Dégradations causées aux voies publiques et bâtiments.....	10
10.1.4. Protection de chantiers.....	10
10.2. Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail.....	10

10.3. Organisation du chantier.....	10
10.3.1. <i>Installations</i>	10
10.3.2. <i>Alimentation en énergie et fluides</i>	10
10.3.3. <i>Signalisation et clôture</i>	10
10.3.4. <i>Gestion des déchets de chantier</i>	10
10.4. Hygiène, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	10
10.5. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	11
ARTICLE 11. CONTRÔLE, ESSAIS, RÉCEPTION ET GARANTIES.....	11
11.1. Essais et contrôle des ouvrages.....	11
11.2. Repliement des installations de chantier et remise en état.....	11
11.3. Documents d'ouvrages exécutés (DOE).....	11
11.4. Réception.....	11
11.5. Levée des réserves.....	11
11.6. Garantie de parfait achèvement et autres garanties.....	12
ARTICLE 12. SUIVI ET REPORTING DU MARCHE.....	12
12.1. Rapport hebdomadaire.....	12
12.2. Rapport mensuel et réunion d'avancement.....	12
ARTICLE 13. ÉVOLUTION DU CONTRAT ET CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	12
13.1. Modifications de certaines prestations.....	12
13.2. Cas d'activation de la clause de réexamen (R.2194-1 CCP).....	13
13.3. Procédure.....	13
13.4. Plafonds financiers.....	13
13.5. Transfert du contrat (R.2194-7 CCP).....	13
13.6. Absence d'accord.....	13
13.7. Retrait partiel du périmètre.....	13
ARTICLE 14. EXIGENCES DE CYBERSÉCURITÉ.....	13
14.1. Références réglementaires.....	13
14.2. Plan d'Assurance Sécurité.....	13
14.3. Localisation et hébergement des données.....	14
14.4. Obligations de confidentialité et d'intégrité.....	14
14.5. Autocontrôles et audits.....	14
14.6. Gestion des incidents.....	14
14.7. Sous traitance.....	14
14.8. Réversibilité et transfert.....	14
ARTICLE 15. PÉNALITÉS D'INEXÉCUTION.....	15
15.1. Principe général.....	15
15.2. Procédure contradictoire.....	15
15.3. Barème des pénalités.....	15
15.4. Cumul et plafond.....	15
15.5. Cas exonératoires.....	15
15.6. Sanctions complémentaires.....	15
ARTICLE 16. RÉSILIATION ET CESSATION ANTICIPÉE DU MARCHÉ.....	16
16.1. Fondements généraux.....	16
16.2. Procédure contradictoire.....	16
16.3. Substitution et exécution aux frais et risques.....	16
16.4. Difficultés financières du titulaire.....	16
16.5. Résiliation partielle.....	16
16.6. Effets financiers.....	16

ARTICLE 17. LANGUE.....17

ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....17

 18.1. Accord à l'amiable.....17

 18.2. Modes alternatifs.....17

 18.3. Procédure contentieuse.....17

ARTICLE 19. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....18

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché et lieux d'exécution

Le présent marché public de travaux porte sur la fourniture, l'installation, le raccordement, la mise en service et la garantie des équipements et systèmes concourant à la sûreté du nouvel hôtel de police décrit au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations incluent notamment le contrôle d'accès, la vidéoprotection, la détection d'intrusion et l'hypervision assurant la supervision unifiée de l'ensemble.

Les travaux s'exécutent à l'intérieur et aux abords immédiats des bâtiments, dans les limites définies au CCTP.

Les réseaux courants faibles déjà posés sont mis à disposition dans le dossier de consultation afin que les candidats puissent chiffrer les raccordements restant à exécuter.

Les spécifications détaillées, les performances attendues et les modalités d'exécution figurent exclusivement dans le CCTP et ses annexes. »

Par convention, le code de la commande publique est désigné sous la terminologie CCP et le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux est désigné sous la terminologie CCAG Travaux dans la suite du présent document.

ARTICLE 2. ACTEURS DU MARCHÉ

2.1 Pouvoir adjudicateur

Ministère de l'Intérieur, représenté par le préfet de la région Guyane, signataire et autorité compétente pour notifier les avenants.

2.2 Service gestionnaire

Secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP Guyane)
Division du budget et de la commande publique
Bureau de la commande publique
9 avenue Charlery – BP 5005 - 97305 Cayenne .

Il organise la procédure, suit l'exécution administrative et reçoit les demandes de sous-traitance.

2.3 Comptable assignataire

Direction Régionale des Finances Publiques
Rue Fiedmon – 97300 Cayenne

Elle assure le paiement des situations de travaux et du solde.

2.4 Maîtrise d'oeuvre

La société BETEM Guyane est maître d'œuvre.

Elle dirige l'exécution des travaux, vérifie les décomptes et prépare les ordres de service. Les ordres modifiant le délai ou le prix sont visés par le maître d'ouvrage avant notification.

2.5 Groupement et mandataire

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, conformément à l'article 52.7.2 du CCAG Travaux 2021. Si le mandataire ne remplit plus ses obligations, la procédure de substitution décrite par cet article s'applique ; le nouveau mandataire est désigné par avenant dans les trente jours suivant la mise en demeure.

2.6 Sous traitance

Les demandes d'acceptation et d'agrément sont introduites selon les articles L.2193-1 et R.2193-1 s. du Code de la commande publique. Le paiement direct est accordé lorsque la part sous-traitée dépasse le seuil réglementaire et que l'acte spécial est accepté avant exécution.

2.7 Obligations d'information

Toute modification juridique susceptible d'affecter l'exécution du marché (fusion, cession de fonds, redressement judiciaire) est notifiée au maître d'ouvrage dans les quinze jours, avec pièces justificatives. À défaut, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de résilier le marché dans les conditions de l'article 16 du présent CCAP.

ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par ordre décroissant de priorité :

1. L'Acte d'Engagement et ses avenants éventuels,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
4. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
5. Le mémoire technique accepté par le pouvoir adjudicateur,
6. Les actes spéciaux de sous-traitance agréés postérieurement.

Dans chaque document, le texte principal prévaut sur ses annexes.

Les pièces générales applicables sont le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et, le cas échéant, le CCTG Travaux, dans leur version en vigueur au mois « zéro » défini à l'article 8.

ARTICLE 4. CLAUSES DE CONFIDENTIALITÉ ET SITES SÉCURISÉS

Les obligations de confidentialité de l'article 5.1 du CCAG Travaux s'appliquent intégralement ; aucune information confidentielle communiquée par le maître d'ouvrage ne peut être divulguée sans son accord écrit.

Chaque partie respecte le règlement (UE) 2016/679 et la loi 78-17 modifiée pour tout traitement de données à caractère personnel.

Tout transfert hors de l'Union européenne exige l'accord préalable du maître d'ouvrage.

L'accès au chantier est soumis à une autorisation individuelle délivrée après enquête administrative.

Le titulaire fournit les pièces requises dans les délais fixés au calendrier d'exécution et désigne un remplaçant en cas de retrait d'autorisation.

Tout retard d'habilitation imputable au maître d'ouvrage ouvre droit à délai supplémentaire selon l'article 18.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 5. PROCÉDURE DE PASSATION ET ALLOTISSEMENT

Le marché est passé selon la procédure adaptée visée aux articles L.2123-1, R.2121-1, R.2123-4 et R.2123-5 du CCP, la valeur estimée du besoin demeurant inférieure au seuil européen applicable aux travaux.

Il est conclu en un lot unique : la compatibilité logicielle, le paramétrage global et la garantie de continuité de service imposent une responsabilité technique indivisible.

L'absence d'allotissement est donc justifiée au sens de l'article L.2113-10 du CCP.

ARTICLE 6. DURÉE ET DÉLAIS

Le marché prend effet à la date de sa notification et reste en vigueur jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **six mois** calendaires à compter de la date de l'ordre de service de démarrage, lequel doit être notifié dans les trente jours suivant la notification du marché.

Ce délai couvre préparation, exécution, réception et repliement des installations.

Toute prolongation due à un fait non imputable au titulaire, y compris un retard d'habilitation ou un aléa d'approvisionnement outre-mer, est accordée conformément à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 7. NOTIFICATION, ORDRES DE SERVICE ET ÉTATS D'ACOMPTE

7.1 Canal unique de notification

Toutes les décisions et ordres de service qui font courir un délai sont déposés sur la plateforme PLACE.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux, la notification est réputée reçue à la date du premier téléchargement certifié ou, à défaut, huit jours après la mise en ligne.

En cas de groupement, la notification au mandataire vaut pour tous les membres.

7.2 Ordres de service

1. Les ordres de service ordinaires sont signés par le maître d'œuvre ; ceux qui modifient le prix, le délai ou la nature des prestations sont préalablement visés par le maître d'ouvrage avant notification.

2. Le titulaire exécute immédiatement tout ordre de service, sauf s'il se prévaut de la faculté prévue à l'article 13.6 du CCAG Travaux ; dans ce cas :

- le refus est notifié par écrit sur PLACE dans les quinze jours suivant la réception de l'ordre ;
- il comporte la justification technique et financière du refus et une proposition de valorisation ;
- une copie est adressée simultanément au maître d'ouvrage.

A défaut de notification conforme dans ce délai, l'ordre devient exécutoire.

3. La rémunération des prestations supplémentaires est fixée selon les articles 13, 14 et 15 du CCAG Travaux. L'indemnité de dépassement de l'article 14.3 demeure applicable lorsque le seuil de 5 % est atteint.

7.3 Avertissement de dépassement de montant

Trente jours avant que le cumul prévisionnel des situations atteigne le montant contractuel, le titulaire alerte par écrit le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre afin de permettre, le cas échéant, l'émission d'un avenant ou d'un ordre modificatif.

7.4 Projets de décomptes mensuels

1. Le titulaire dépose chaque projet de décompte mensuel sur Chorus Pro.

2. Le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte au titulaire dans les sept jours, conformément à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux.

3. A défaut de notification dans ce délai, le titulaire en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet, sans suspension du délai global de trente jours prévu à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

7.5 Adresse électronique de référence

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement l'adresse courriel liée à son compte PLACE.

Tout changement est notifié deux jours ouvrés avant sa prise d'effet.

7-6 Défaut d'exécution

Le non-respect d'un ordre exécutoire ou l'absence d'avertissement sur le dépassement de montant entraîne

les pénalités prévues à l'article 15 et peut conduire, après mise en demeure restée sans effet, à l'exécution aux frais et risques dans les conditions de l'article 53 du CCAG Travaux.

ARTICLE 8. CLAUSES FINANCIÈRES

8.1 Prix

Le prix est global et forfaitaire, exprimé en euros hors taxe. Il inclut toutes sujétions, notamment les mesures sanitaires à la charge de l'employeur.

La Guyane étant provisoirement exonérée de TVA (CGI, art. 294-1), aucun montant TTC n'est calculé.

8.2 Révision des prix

Le prix est établi au mois de base M0 (date limite de remise des offres) et révisé mensuellement selon la formule :

$$P_n = P_0 \times [0,50 \times (ICHT-IME_n / ICHT-IME_0) + 0,50 \times (CPF26/27_n / CPF26/27_0)]$$

où

- P_n = Prix révisé
- P_0 = Prix initial
- ICHT-IME : indice INSEE du coût horaire du travail révisé, tous salariés, industries mécaniques et électriques (code 001565183) ;
- CPF 26/27 : indice INSEE des prix d'importation des équipements informatiques, électroniques, optiques et électriques (code 010765308).

Les coefficients sont arrondis au millième supérieur. Lorsque la valeur mensuelle d'un indice n'est disponible qu'à titre provisoire, l'ajustement intervient sur le premier acompte suivant la parution de la valeur définitive.

Lorsque la variation cumulée atteint ± 10 % par rapport à P_0 à la date anniversaire, chaque partie peut demander la renégociation d'un avenant financier ; à défaut d'accord sous trois mois, la partie la plus diligente peut appliquer l'article L.2194-1 du CCP.

8.3 Travaux supplémentaires ou modificatifs

Les prix unitaires de la DPGF s'appliquent conformément aux articles 13 et 14 du CCAG Travaux.

Les prix nouveaux sont établis par le maître d'ouvrage avant exécution (art. 15 CCAG Travaux).

L'indemnité de dépassement prévue à l'article 14.3 demeure applicable.

8.4 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % (ou 3 % pour les PME au sens de l'article R.2151-13 CCP) est prélevée sur chaque décompte. Elle peut être remplacée à tout moment, sur demande du titulaire, par une garantie à première demande conforme aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du CCP.

La libération intervient dans les trente jours suivant l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

Par dérogation aux articles 14, 15 et 16 du CCAG Travaux, aucune indemnité ne sera versée au titulaire en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux.

8.5 Avance

Le titulaire bénéficie d'une avance de 35 % s'il est PME, ou de 5 % dans les autres cas.

Le remboursement débute lorsque 50 % des travaux non sous-traités sont exécutés et s'achève à 80 %.

8.6 Déroulement des paiements

Les règles de facturation, de révision, d'intérêts moratoires, de paiement des co-traitants et des sous-traitants et de cession ou nantissement de créances sont détaillées à l'article 9.

ARTICLE 9. FACTURATION, ACOMPTES ET DÉCOMPTE GÉNÉRAL

9.1 Canal unique de transmission

Toutes les factures, projets de décompte mensuels, états d'acompte, projet de décompte final et décompte général sont déposés exclusivement sur Chorus Pro ; le dépôt horodaté fait courir le délai global de paiement de trente jours (art. R.2192-10 CCP).

9.2 Acomptes mensuels avec maîtrise d'œuvre

Le titulaire dépose sa demande avant le dernier jour ouvré du mois.

Le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte dans les sept jours calendaires (art. 12-2-2 CCAG Travaux) et le transmet au maître d'ouvrage.

9.3 Acomptes mensuels sans maîtrise d'œuvre

Lorsque le suivi financier est assuré directement par le SGAP (Division du budget et de la commande publique), ce service vérifie le projet de décompte dans les sept jours calendaires suivant son dépôt et en notifie le résultat au titulaire.

En l'absence de notification dans ce délai, le titulaire informe le comptable assignataire.

Les sommes demandées sont réglées sur la base qu'admet le maître d'ouvrage, les montants restant provisoires conformément à l'article 12-2-3 du CCAG Travaux.

9.4 Décompte final et décompte général

Le projet de décompte final est déposé sur Chorus Pro deux semaines maximum après la réception sans réserve ou la levée de la dernière réserve.

Le maître d'ouvrage notifie le décompte général dans le mois qui suit ; à défaut, le projet devient décompte général et définitif (art. 12-4-4 CCAG Travaux).

9.5 Paiement des co-traitants et sous-traitants

Les demandes de paiement direct, déposées sur Chorus Pro, sont réputées acceptées si le titulaire ne les valide pas dans les quinze jours (art. R.2193-10 CCP).

9.6 Intérêts moratoires

Tout dépassement du délai de trente jours ouvre droit aux intérêts moratoires calculés selon les articles R.2192-31 à R.2192-36 CCP, sans qu'aucune suspension ne puisse résulter d'un manquement du maître d'œuvre.

9.7 Taxe sur la valeur ajoutée

Les prestations sont facturées hors taxe, la Guyane étant exonérée en vertu de l'article 294-1 du CGI.

9.8 Cession ou nantissement

Le titulaire peut céder ou nantir ses créances dans les conditions des articles L.2191-8 et R.2191-45 s. CCP. La notification s'effectue via Chorus Pro.

ARTICLE 10. CONDITIONS DE RÉALISATION DES OUVRAGES

10.1. Assurances

10.1.1. Assurance du maître d'ouvrage

Conformément à l'article L.243-1 du code des assurances, les obligations d'assurance ne s'appliquent pas à l'État lorsqu'il construit pour son propre compte.

10.1.2. Assurances du titulaire

Avant l'ordre de service de démarrage, le titulaire, chacun des co-traitants et chacun des sous-traitants produisent :

- a) une attestation de responsabilité civile professionnelle couvrant la durée du marché ;
- b) une attestation de responsabilité décennale couvrant l'opération.

Ces attestations sont renouvelées à chaque échéance annuelle ou à chaque modification significative, sur simple demande du maître d'ouvrage. À défaut de présentation dans le délai imparti, celui-ci peut suspendre les travaux ou souscrire d'office une police complémentaire, les frais étant refacturés au titulaire.

10.1.3. Dégradations causées aux voies publiques et bâtiments

Le titulaire répare ou fait réparer, à ses frais et dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, toute dégradation qu'il cause aux ouvrages voisins ou aux voies d'accès, sans préjudice de l'article 34 du CCAG Travaux qui demeure applicable pour les dommages imputables à d'autres intervenants. Un état contradictoire des lieux est dressé avant le démarrage et à l'issue des travaux.

10.1.4. Protection de chantiers

Le titulaire prend toutes mesures utiles pour prémunir matériels, matériaux et ouvrages contre les vols, les intempéries et les dégradations. Lorsque l'interruption des travaux résulte d'un ordre de service ou d'un cas de force majeure reconnu, les frais de protection supplémentaires donnent lieu, après accord du maître d'ouvrage, à une rémunération complémentaire établie conformément à l'article 14 du CCAG Travaux.

10.2. Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail

Dans les quinze jours suivant la demande écrite du maître d'œuvre, le titulaire remet les documents d'exécution prévus à l'article 29.1 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre retourne ses observations sous un mois ; l'absence de réponse dans ce délai vaut visa sous réserve des erreurs manifestes. Le dépassement du délai imputable au titulaire entraîne l'application d'une pénalité de cinquante euros par jour calendaire, plafonnée à 2 000 euros par document.

10.3. Organisation du chantier

10.3.1. Installations

Les frais d'implantation, d'entretien et de repli du chantier sont à la charge du titulaire conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux.

10.3.2. Alimentation en énergie et fluides

Les modalités sont définies au CCTP ; la consommation est mesurée et refacturée selon le bordereau annexé à la situation mensuelle.

10.3.3. Signalisation et clôture

La signalisation des emprises, de jour comme de nuit, est conforme aux prescriptions du Code de la route et aux prescriptions locales précisées par le coordonnateur SPS si nécessité d'un SPS.

10.3.4. Gestion des déchets de chantier

Avant tout démarrage, le titulaire transmet un schéma d'organisation et de gestion des déchets comprenant prévention, tri, traçabilité, filières d'élimination agréées et responsable désigné.

Tout manquement constaté donne lieu à une pénalité forfaitaire de cent euros par infraction, plafonnée à 2 000 euros par mois.

10.4. Hygiène, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire applique la réglementation en vigueur, notamment le Code du travail et le plan particulier de sécurité et de protection de la santé. L'accès au chantier est conditionné au port des équipements de protection individuelle. Les consignes du maître d'ouvrage ou de son délégataire s'imposent à tout moment.

10.5. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire se conforme aux prescriptions législatives et réglementaires relatives aux conditions de travail, au temps de travail, au salaire minimum et à la lutte contre le travail dissimulé et en fournit la preuve sur simple demande de l'acheteur.

ARTICLE 11. CONTRÔLE, ESSAIS, RÉCEPTION ET GARANTIES

11.1. Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles prévus au CCTP ou dans les fascicules du CCTG sont réalisés par le titulaire à ses frais pendant l'exécution et durant la période de garantie. Ils portent sur la conformité des matériaux, la performance des équipements, l'intégration logicielle et le fonctionnement global du système de sûreté.

Le titulaire maintient sur le chantier le personnel, les moyens de mesure et la documentation nécessaires pour démontrer à tout moment la conformité des prestations.

Si le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage estime insuffisants les autocontrôles, il peut ordonner des contre-essais confiés à un laboratoire agréé ; les frais restent à la charge du titulaire lorsque les résultats confirment la non-conformité.

Toute non-conformité fait l'objet d'un ordre de service prescrivant, sans supplément de prix, la reprise, la réparation ou le remplacement, dans le délai qui y est fixé.

11.2. Repliement des installations de chantier et remise en état

Le titulaire achève le repliement, le nettoyage et la remise en état des emprises dans les trente jours suivant la réception.

Au-delà, une pénalité de 0,03 % du montant hors taxe du marché est appliquée par jour calendaire de retard, dans la limite de 5 % du montant hors taxe. Les réparations exécutées d'office le sont aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

11.3. Documents d'ouvrages exécutés (DOE)

Le titulaire remet les DOE complets deux semaines avant la date proposée pour la réception :

- un exemplaire numérique au format PDF et fichiers natifs déposé sur Chorus Pro ;
- un exemplaire papier relié, sur demande expresse du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours pour approuver ou formuler ses observations.

Le défaut de remise complète entraîne une pénalité forfaitaire de 1 000 euros, puis 50 euros par jour calendaire de retard, plafonnée à 3 % du montant hors taxe du marché.

11.4. Réception

La réception, unique ou partielle selon le planning approuvé, est prononcée par le maître d'ouvrage dans les conditions des articles 41 et 42 du CCAG Travaux.

Le titulaire présente des ouvrages achevés, nettoyés et conformes, et joint : procès-verbaux d'essais, fiches de réglage, synthèse des levées de réserves internes.

Le procès-verbal de réception mentionne les réserves éventuelles et fixe pour chacune un délai de levée. Le dépassement de ce délai entraîne une pénalité de 200 euros par jour calendaire et par réserve, plafonnée à 5 % du montant hors taxe du marché.

11.5. Levée des réserves

Les réserves sont levées dans le délai inscrit au procès-verbal et, en tout état de cause, au plus tard six mois après la réception. À défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter d'office aux frais du titulaire après mise en demeure de dix jours restée infructueuse.

11.6. Garantie de parfait achèvement et autres garanties

La garantie de parfait achèvement d'un an court à compter de la date de réception. Conformément à l'article 44.2 du CCAG Travaux, si, à l'expiration de ce délai, des prestations prévues à l'article 44.1 ou à l'article 39 restent inachevées, le maître d'ouvrage prolonge le délai uniquement pour les prestations concernées jusqu'à leur exécution complète, qu'elle soit assurée par le titulaire ou d'office.

Les responsabilités biennale et décennale prévues par la loi restent applicables.

La responsabilité du titulaire couvre les dommages imputables à ses personnels, sous-traitants, matériels et méthodes. Les risques relevant d'actes de tiers identifiés, de force majeure ou d'un fait propre au maître d'ouvrage restent à la charge de ce dernier, sans préjudice de ses actions récursoires éventuelles.

ARTICLE 12. SUIVI ET REPORTING DU MARCHE

12.1. Rapport hebdomadaire

1. Le titulaire remet chaque vendredi avant midi un point d'avancement succinct portant sur : état d'achèvement des tâches planifiées la semaine écoulée, incidents de sécurité, essais réalisés, effectif présent sur site la veille et besoins logistiques identifiés pour la semaine suivante.
2. Le rapport est transmis par courriel au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS et est archivé sur la plateforme collaborative référencée dans le CCTP.
3. L'absence de rapport ou un rapport incomplet fait l'objet d'une mise en demeure ; à défaut de régularisation sous deux jours ouvrés, une pénalité de cinquante euros par jour est appliquée, plafonnée à cinq cents euros par mois.

12.2. Rapport mensuel et réunion d'avancement

Le titulaire adresse, au plus tard le dixième jour calendaire de chaque mois, un rapport détaillant :

1. Le planning mis à jour au format Gantt, avec chemin critique et écarts commentés ;
2. Le suivi financier comparant avancement physique et situations de travaux ;
3. Les non-conformités ouvertes, les réserves levées et les actions correctives programmées ;
4. L'état des commandes d'équipements et des livraisons ;
5. Les tableaux de bord hygiène-sécurité et environnement (accidents, déchets, contrôles réglementaires).

➤ Ce rapport est déposé sur Chorus Pro en pièce jointe de la situation mensuelle et transmis simultanément au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au contrôleur technique et à la mission SPS.

➤ La réunion mensuelle d'avancement se tient entre le onzième et le quinzième jour du mois ; le titulaire envoie l'ordre du jour trois jours ouvrés avant la date fixée, anime la séance et rédige le compte rendu sous quarante-huit heures.

➤ Tout défaut de remise du rapport mensuel ou de compte rendu dans les délais contractuels entraîne la suspension de l'examen de la situation de travaux correspondante jusqu'à régularisation, sans prorogation du délai de paiement imputable au maître d'ouvrage. »

ARTICLE 13. ÉVOLUTION DU CONTRAT ET CLAUSE DE RÉEXAMEN

13.1. Modifications de certaines prestations

Les adaptations prévisibles, non substantielles et décrites ci-après relèvent de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Les autres modifications autorisées par l'article R.2194-2 (travaux ou services devenus nécessaires, circonstances imprévues) font l'objet d'un avenant distinct, dans la limite cumulée de 50 % de la valeur initiale du marché conformément à l'article R.2194-3.

13.2. Cas d'activation de la clause de réexamen (R.2194-1 CCP)

- Ajustement du nombre de réunions, de jours-hommes ou de livrables sans changement de la nature des prestations.
- Introduction d'un équipement ou logiciel plus performant exigé par l'évolution technologique ou réglementaire.
- Modification de configuration liée à de nouveaux aménagements du bâtiment sans incidence sur l'objet principal.

13.3. Procédure

- La partie à l'initiative adresse à l'autre un courrier motivé précisant l'impact technique, financier et calendaire.
- Le titulaire remet sous quarante-cinq jours une offre de réexamen chiffrée.
- Une réunion de négociation se tient dans le mois suivant le dépôt.
- L'accord est formalisé par avenant, soumis le cas échéant aux formalités de publicité.

13.4. Plafonds financiers

- L'ensemble des avenants pris sur la base du présent article ne peut augmenter ou diminuer la valeur du marché de plus de 30 % de son montant initial.
- Les modifications relevant de l'article R.2194-2 CCP sont limitées, cumulées, à 50 % de la valeur initiale du marché conformément à l'article R.2194-3 CCP.

13.5. Transfert du contrat (R.2194-7 CCP)

En cas de fusion, cession ou restructuration du titulaire, l'acheteur peut accepter la poursuite du marché avec le successeur si celui-ci démontre des capacités équivalentes ; la décision est matérialisée par avenant.

13.6. Absence d'accord

Si aucun accord n'est trouvé dans un délai de six mois à compter de la notification initiale :

- l'acheteur peut, lorsque les conditions de l'article L.2194-1 CCP sont réunies, modifier unilatéralement le marché ;
- à défaut, il peut résilier le contrat dans les conditions de l'article 16 du CCAP

13.7. Retrait partiel du périmètre

Le retrait définitif d'un bâtiment ou d'un équipement, sans ajout compensatoire, est traité comme une diminution de prestations relevant de l'article R.2194-2 CCP ; la déduction est calculée à partir de la DPGF ou d'un prix nouveau arrêté avant exécution.

ARTICLE 14. EXIGENCES DE CYBERSÉCURITÉ

14.1. Références réglementaires

- Règlement (UE) 2016/679 (RGPD), ses textes nationaux d'application et les lignes directrices de la CNIL.
- Lignes directrices de l'ANSSI relatives à la protection des systèmes d'information sensibles marqués « diffusion restreinte ».
- IGI 1300 et II 901 ne sont applicables que si des documents classifiés sont explicitement identifiés comme tels dans le dossier de consultation.

14.2. Plan d'Assurance Sécurité

1. Le titulaire transmet dans les trente jours suivant la notification un PAS décrivant : gouvernance sécurité,

politiques d'accès, chiffrement, supervision et continuité.

2. Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours ouvrés pour valider, refuser ou demander des compléments.
3. L'absence de validation dans ce délai vaut acceptation sous réserve de modifications mineures intégrées par ordre de service.

14.3. Localisation et hébergement des données

Les données à caractère personnel sont hébergées sur le territoire de l'Union européenne.

Tout transfert hors UE, y compris pour maintenance, fait l'objet d'une autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage et d'un encadrement contractuel conforme au RGPD (clauses contractuelles types ou décision d'adéquation).

14.4. Obligations de confidentialité et d'intégrité

Seules les personnes nommément habilitées, préalablement déclarées sur une liste tenue à jour et transmise mensuellement, peuvent accéder aux données de l'acheteur.

Les supports physiques contenant des informations sensibles sont stockés hors usage dans une armoire sécurisée à serrure individuelle.

Tout logiciel ou support amovible introduit sur le réseau de l'acheteur est contrôlé par antivirus et outil d'analyse de code malveillant mis à jour.

À la fin du marché ou à la demande du maître d'ouvrage, le titulaire efface ou détruit les données selon la norme HMG IS 5 ou équivalent, puis fournit un certificat d'effacement sécurisé.

14.5. Autocontrôles et audits

Le titulaire réalise un audit interne annuel vérifiant le respect du PAS et conserve les rapports pendant cinq ans.

Le maître d'ouvrage peut diligenter un audit externe après un préavis de sept jours ouvrés. Le titulaire fournit l'accès raisonnable aux locaux, journaux et preuves, sous réserve de confidentialité réciproque.

14.6. Gestion des incidents

- Le titulaire notifie toute violation ou tentative de violation de la sécurité des systèmes d'information dans un délai maximum de vingt-quatre heures à la cellule CERT du ministère de l'Intérieur et au délégué à la protection des données.
- La notification décrit : nature de l'incident, données potentiellement compromises, premières mesures de confinement et actions correctives envisagées.
- Un rapport final, incluant la cause racine et le plan de remédiation, est remis sous trente jours calendrier.

14.7. Sous traitance

Toute sous-traitance impliquant l'accès aux informations de l'acheteur fait l'objet d'un acte spécial soumis à acceptation préalable.

Les obligations de sécurité énoncées au présent article sont intégralement répercutées aux sous-traitants ; le titulaire reste responsable vis-à-vis de l'acheteur.

14.8. Réversibilité et transfert

En cas de changement de titulaire, un plan de réversibilité établi d'un commun accord précise : calendrier, transfert sécurisé des données, reprise des habilitations et tests de bon fonctionnement.

Le titulaire sortant conserve la responsabilité de la confidentialité et de l'intégrité jusqu'à la signature du procès-verbal de transfert constatant la réception des données par le nouveau titulaire.

Le non-respect grave ou répété des obligations ci-dessus peut entraîner la mise en œuvre de l'article « Résiliation pour faute » du CCAP sans préjudice de poursuites civiles ou pénales.

ARTICLE 15. PÉNALITÉS D'INEXÉCUTION

15.1. Principe général

Les pénalités visent à compenser le préjudice résultant du non-respect d'un délai contractuel ou d'une obligation formelle. Elles sont précomptées sur le premier décompte disponible et ne dispensent pas le titulaire d'exécuter la prestation concernée ni de réparer le dommage réellement subi.

15.2. Procédure contradictoire

Avant toute mise en recouvrement, l'acheteur adresse au titulaire, par voie électronique sur PLACE, une notification indiquant l'obligation manquée, le montant prévisionnel et la date envisagée de début de calcul.

Le titulaire dispose de quinze jours calendaires pour présenter des observations.

À défaut de réponse dans ce délai, ou si les observations sont rejetées par décision motivée, les pénalités sont appliquées à la date initialement notifiée.

15.3. Barème des pénalités

	Manquement constaté	Taux de pénalité	Point de départ du calcul
1	<i>Retard dans la remise des plans d'exécution, notes de calcul ou études de détail</i>	<i>100 € / jour calendaire</i>	<i>Jour suivant l'échéance fixée par ordre de service</i>
2	<i>Rapport hebdomadaire ou compte-rendu de réunion non transmis dans le délai contractuel</i>	<i>100 € / jour ouvré</i>	<i>48 h après la date d'exigibilité du document</i>
3	<i>Repliement du chantier et remise en état des emprises achevés après le 30^e jour qui suit la réception</i>	<i>200 € / jour calendaire</i>	<i>31^e jour suivant la réception des travaux</i>
4	<i>Réserve non levée dans le délai inscrit au procès-verbal de réception</i>	<i>200 € / jour calendaire et par réserve</i>	<i>Jour suivant l'échéance inscrite au PV</i>
5	<i>DOE incomplets à la date requise (2 semaines avant la réception)</i>	<i>1 000 € forfaitaires puis 50 € / jour calendaire jusqu'à réception complète</i>	<i>Date de remise théorique des DOE (J-14)</i>
6a	<i>Panne « urgente » (définie au CCTP) non rétablie dans le temps de rétablissement contractuel</i>	<i>200 € / heure entamée</i>	<i>Heure qui suit l'échéance du temps de rétablissement</i>
6b	<i>Panne « non urgente » non rétablie dans le temps imparti</i>	<i>100 € / heure entamée</i>	<i>Heure qui suit l'échéance du temps de rétablissement</i>

15.4. Cumul et plafond

Le cumul de l'ensemble des pénalités ne peut excéder dix pour cent du montant hors taxe du marché, seuil apprécié au jour de l'achèvement des prestations ou à la date de résiliation si celle-ci intervient plus tôt. Lorsqu'un même fait déclenche deux pénalités, la plus élevée est seule appliquée.

15.5. Cas exonératoires

Les pénalités ne sont pas dues en cas de force majeure reconnue ou lorsque le retard provient exclusivement d'un fait du maître d'ouvrage.

Dans ces hypothèses, les délais contractuels sont prolongés conformément à l'article 18 du CCAG Travaux.

15.6. Sanctions complémentaires

L'application d'une pénalité n'interdit pas à l'acheteur, en cas d'inexécution grave ou répétée, d'engager les mesures prévues à l'article « Résiliation – Exécution par défaut » du présent CCAP ou de mettre en jeu la responsabilité civile du titulaire pour le préjudice résiduel non couvert par les pénalités.

ARTICLE 16. RÉSILIATION ET CESSATION ANTICIPÉE DU MARCHÉ

16.1. Fondements généraux

- Les dispositions des articles 49 à 53 du CCAG Travaux s'appliquent intégralement, sous réserve des précisions ci-après.
- La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit, sur justificatifs, au remboursement des dépenses directement engagées et non amortissables ainsi qu'aux frais de démobilisation, dans la limite prévue à l'article 50.4 du CCAG Travaux.
- Le contrat peut être résilié aux torts du titulaire pour manquement grave, notamment inexécution persistante après mise en demeure restée sans effet quinze jours, production de renseignements inexacts au sens des articles L.2142-1 et R.2143-3 du CCP ou refus de présenter les documents sociaux prévus par le Code du travail.
- Lorsque l'acheteur est tenu d'appliquer un règlement européen imposant une rupture des relations contractuelles – en particulier le règlement (UE) 2014/833 modifié par le règlement (UE) 2022/576 – aucune indemnité n'est due si le titulaire ou son groupe relève d'une entité visée par ces mesures restrictives.

16.2. Procédure contradictoire

1. Avant toute résiliation fautive, l'acheteur adresse au titulaire une mise en demeure précisant les griefs et accordant un délai de quinze jours calendaires pour que celui-ci présente des observations ou propose un plan d'action.
2. En l'absence de réponse satisfaisante, l'acheteur notifie sa décision motivée de résiliation et, le cas échéant, le recours à l'exécution aux frais et risques, conformément à l'article 53 du CCAG Travaux.

16.3. Substitution et exécution aux frais et risques

Lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les délais ou conformités contractuelles, l'acheteur peut, après mise en demeure restée infructueuse, confier tout ou partie des travaux à un tiers aux frais du titulaire dans les conditions de l'article 53 du CCAG Travaux.

16.4. Difficultés financières du titulaire

1. Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de toute ouverture de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, en joignant le jugement.
2. Le maître d'ouvrage sollicite l'administrateur ou le liquidateur en application des articles L.622-13 et L.641-10-1 du Code de commerce afin de connaître leur intention de poursuivre ou non le marché.
3. A défaut de réponse dans le mois ou en cas de refus de poursuite, la résiliation est prononcée sans indemnité et notifiée au titulaire ou à l'organe de la procédure.

16.5. Résiliation partielle

Lorsque la rupture ne concerne qu'une partie identifiable des prestations, le marché peut être maintenu pour le périmètre restant ; la valeur des prestations annulées est déduite selon la DPGF ou, à défaut, sur la base d'un prix nouveau établi suivant l'article 15 du CCAG Travaux.

16.6. Effets financiers

- Les décomptes afférents aux prestations réalisées avant la date de résiliation sont réglés selon les modalités habituelles.
- Les éventuelles sommes dues au maître d'ouvrage au titre des pénalités, dépenses de substitution ou dommages-intérêts peuvent être imputées sur les acomptes restants ou sur la retenue de garantie.
- La restitution de la garantie à première demande ou de la caution personnelle intervient après apurement du solde.

ARTICLE 17. LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français. Il est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Tous les actes administratifs détachables du marché, ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français.

Les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux s'appliquent.

18.1. Accord à l'amiable

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

18.2. Modes alternatifs

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir l'un ou plusieurs des modes alternatifs de règlement des conflits, soit la médiation, l'arbitrage ou le recours au règlement amiable des différends dont principalement :

a) Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à Monsieur le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Si, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'a pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

b) Médiateur des entreprises rattaché auprès du ministère de l'Économie et des finances, conformément aux dispositions de l'article L.2197-4 et R.2191-23 à 24 du CCP, contactable en suivant le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

c) Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article L.2197-3 et R.2197-1 à 22 du CCP, à l'adresse suivante :

CCIRA de Paris
Préfecture Ile de France
5 rue Leblanc
75911 PARIS Cedex 15

Téléphone : 01 82 52 40 00 (standard)
Site Internet : www.ile-de-france.gouv.fr

18.3. Procédure contentieuse

À défaut d'accord amiable entre les parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif de la Guyane, seul compétent.

ARTICLE 19. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Articles C.C.A.P.	Articles C.C.A.G.
8.4	14, 15 et 16